

Maroc : le leader du Rif dans la clandestinité, situation explosive à Al-Hoceïma



[Afrique du Nord 0](#)

Par Géopolis (avec AFP) [@GeopolisFTV](#) | Publié le 28/05/2017

Les heurts se multiplient à Al-Hoceïma. Nasser Zefzafi, le leader de la contestation populaire dans la région, actuellement en fuite et recherché par la justice, a appelé à des manifestations pacifiques avant de rejoindre la clandestinité. La police a arrêté plusieurs de ses camarades du «Hirak» (mouvance).

La situation est très tendue à Al-Hoceïma © FADEL SENNA / AFP

Dans la région du Rif, réputée frondeuse, la province d'Al-Hoceïma est le théâtre de manifestations récurrentes depuis la mort fin octobre 2016 d'un vendeur de poisson, broyé accidentellement dans une benne à ordures. La situation est très tendue depuis vendredi 26 mai 2017. La police est intervenue en force samedi soir pour empêcher toute manifestation d'ampleur en soutien à Nasser Zefzafi, le leader de la contestation populaire, actuellement en fuite et recherché par la justice.

Nasser Zefzafi fait l'objet d'un mandat d'arrêt pour avoir interrompu la prière du vendredi dans une mosquée de la ville. Vingt personnes, dont plusieurs militants connus de la contestation, ont été arrêtées depuis vendredi. Des heurts similaires ont été signalés dans la ville voisine d'Imzouren, où les forces de l'ordre sont là aussi intervenues pour disperser les rassemblements, selon des vidéos diffusées sur les réseaux sociaux.

Discours identitaire

Au fil des mois, la contestation, menée par un petit groupe d'activistes locaux, a pris une tournure plus sociale et politique, exigeant le développement du Rif, dans un discours identitaire teinté de conservatisme et de références religieuses.

Le Rif, berbérophone, entretient des rapports de méfiance avec le Makhzen (Palais royal). Ostracisée par Hassan II, la région a longtemps souffert du manque de développement économique. Al-Hoceïma a aussi été l'un des principaux foyers de la contestation lors du mouvement du 20-Février, la version marocaine des Printemps arabes en 2011. L'un des éléments déclencheurs de ce mouvement de révolte avait été le suicide en Tunisie d'un vendeur ambulancier qui s'était immolé en réaction à la saisie de sa marchandise.

Qui est Nasser Zefzafi, la nouvelle figure du Rif ?

«Le Rifain qui défie l'Etat», selon la formule de Tel Quel, est un homme très connecté. A 39 ans, Nasser Zefzafi a su s'imposer comme leader grâce à ses interventions sur les réseaux sociaux. Tribun hors-pair, ses discours enflammés contre les autorités trouvent écho auprès d'une population conservatrice. Ses dernières sorties médiatiques, notamment le discours moralisateur enflammé tenu à la mosquée, ont refroidi certains de ses concitoyens. Un mélange de religieux, de gauchisme et de régionalisme.

Rabat réalise que le tout répressif ne peut être la solution devant une fronde sociale si forte. Depuis une semaine, le Rif assiste à un véritable défilé de ministre. Pas moins sept d'entre eux se sont rendus sur place. L'Etat marocain a depuis annoncé la mise en œuvre d'un catalogue de projets de développement de la région, désormais une «*priorité stratégique*».

Les enjeux de la contestation du Rif¹

- 12 Jun 2017
- [Zacharie Abihisira](#)



Au Maroc, face aux inégalités croissantes, au chômage et aux abus de pouvoir, le ras-le-bol de la population s'intensifie. Dans la région du Rif, le mouvement social qui gronde depuis des années prend de l'ampleur.

Le contexte, les origines

La région du Rif à l'époque du protectorat franco-espagnol, souhaitait une république démocratique. En 1921, Abd El Krim proclame la République confédérée des Tribus du Rif. En 1925, Philippe Pétain, vainqueur de la bataille de Verdun et le général espagnol Primo de Rivera lancent une offensive terrible et brutale sur le Rif. Les armes chimiques sont utilisées. Abd El Krim doit capituler.

En 1956, l'armée de libération, composée dans sa majorité par des Rifains, se bat contre la présence française. La région est à nouveau réprimée avec violence.

En 1958, juste après l'indépendance du Maroc, c'est cette fois le futur Hassan II qui réprime un soulèvement du Rif. La brutalité est à nouveau au rendez-vous.

Depuis le gouvernement marocain a complètement marginalisé cette région : pas d'infrastructures, peu d'écoles, pas d'hôpitaux. La région vit dans la pauvreté.

L'émigration vers l'Algérie, l'Espagne ou les charbonnages belges et français était importante dans les années 1960/70. Ces dernières années, le phénomène d'émigration est toujours présent. C'est une manière de survivre pour la région. Elle permet d'améliorer un peu les conditions de vie de ceux qui restent. À Al-Hoceïma, rares sont les familles qui ne comptent pas au moins un membre installé en Europe.

La crise politique et sociale

Le roi Mohammed VI a la main sur presque tout. D'abord le pouvoir législatif et l'exécutif (le conseil des ministres est soumis au roi et aucun décret ne peut être exécuté sans son aval). Les juges sont aussi nommés par le roi, il est le chef de l'armée et de la sécurité (il n'existe pas de ministre de la Défense au Maroc, seulement un chargé de l'administration de la défense).

Il possède aussi personnellement une part importante des banques, de l'immobilier et des richesses (phosphate, pêche, agriculture, or...) produites par le Maroc. Selon la revue américaine Forbes, la fortune de Mohammed VI dépassait en 2009 les 2,5 milliards de dollars (1).

¹ <http://www.investigacion.net/fr/les-enjeux-de-la-contestation-du-rif/>

Il est aussi le prince des croyants : les imams reçoivent des prêches directement produits par le Ministère des Habous et des Affaires religieuses, ils doivent les suivre sous peine d'être révoqués.

L'administration et le pouvoir d'État, le « Makhzen », sont un mélange de népotisme, d'enrichissement et de privilèges reposant sur une proximité avec le pouvoir monarchique. Le développement atteint peu les zones rurales. La région du Rif reste extrêmement pauvre et tout à fait marginalisée. Il faut y faire au minimum deux heures de route pour se soigner dans un hôpital et le chemin vers les écoles est parfois très long, impossible à suivre en hiver. De plus, la région du Rif est considérée comme une zone militarisée. À tout moment, l'armée peut s'y déployer selon la volonté du Roi. Les soldats envoyés dans la région sont d'ailleurs sélectionnés en dehors du Rif.

En 2011 déjà, un mouvement de protestation (le mouvement du 20 février) a secoué le Maroc tout entier. Craignant un « printemps arabe » à la tunisienne, le gouvernement avait proposé une réforme constitutionnelle de façade donnant quelques pouvoirs supplémentaires au premier ministre en se gardant bien de limiter ceux du roi.

Mêler religion et politique est une habitude du pouvoir en place. Les manuels scolaires marocains (édités fin 2016) affirment d'ailleurs que la philosophie est une production de la pensée humaine contraire à l'Islam. Les cours de philosophie, au Maroc, sont remplacés par des cours de « pensée islamique ».

L'Arabie saoudite et le wahhabisme ont une influence prépondérante au Maroc. Les deux pays ont conclu un accord de partenariat (novembre 2012) qui s'est matérialisé par 5 milliards de dollars de dons saoudiens pour le développement du Maroc. Celui-ci, en contrepartie, a été l'un des premiers pays à envoyer des contingents militaires pour la coalition dirigée par l'Arabie saoudite contre le Yémen.

Les protestations du Rif

La mort du vendeur de poissons Mouhcine Fikri, en octobre dernier, alors qu'il voulait s'opposer à la destruction de sa marchandise saisie par la police a indigné la population. Mouhcine n'avait pas pêché les poissons, il les avait achetés dans le port, sous les yeux des autorités. Il refusa de leur payer un pot-de-vin, ce qui entraîna la destruction de sa marchandise dans un camion à ordures. Mouhcine Fikri sauta dans la benne pour s'y opposer et y laissa la vie. La population d'Al Hoceima commença à mener une vague de manifestations, soutenue ailleurs dans le pays.

Le mécontentement des populations du Rif s'est transformé en mouvement de protestation. Les manifestants se sont organisés de manière pacifique, réclamant des écoles de proximité, une université, un hôpital, et les infrastructures nécessaires pour un développement normal de la région. Aucune revendication séparatiste ou indépendantiste n'a été entendue, le mouvement s'en tient à des revendications strictement économiques et sociales. Un militant, Nasser Zefzafi, qui fut déjà membre du mouvement du 20 février, participa aux protestations et en devint le leader. *« Aux autorités, nous clamons haut et fort : assez de cette animosité envers la population marocaine. Assez de ces humiliations et de cette hypocrisie. Il est désormais urgent d'entamer le dialogue avec la population marocaine, ses revendications doivent être concrétisées. Et la politique extravagante que l'État mène dans le but d'étouffer encore plus les habitants de la région du Rif doit cesser »*

immédiatement ! Cette province ne supportera pas encore plus de marginalisation et de destruction. »(2)

La réponse de Rabat a d'abord été faite de répression et d'intimidation. La presse étrangère a été tenue éloignée, les télévisions et radios marocaines n'ont parlé de rien. Ensuite, devant l'ampleur que prenaient les protestations, le leader, Nasser Zefzafi a été présenté comme n'ayant pas fait d'études et donc, forcément ignare.

Une autre accusation portée à l'encontre de Nasser Zefzafi et son mouvement est d'être soutenu par l'étranger, l'Algérie, en particulier. Aucune preuve n'a pu être apportée.

Finalement, le prétexte ayant servi à l'arrêter est un incident dans une mosquée. Un imam, selon les instructions reçues, prêchait que l'Islam condamnait le désordre et la discorde (fitna) qu'engendrait le mouvement de protestation. Zefzafi a contesté le prêche, prenant parole afin de contredire et de protester. Accusé d'atteinte à la sûreté de l'État et d'avoir semé le trouble, il sera arrêté le lundi 29 mai au matin. Le gouvernement annonce un total de 40 arrestations, Amnesty International en compte 71 : manifestants, militants et blogueurs (3). Le nombre total des prisonniers serait en réalité de 94, répartis entre les prisons de El Hoceima et de Casablanca, mais il y a de nouvelles arrestations tous les jours.

La contestation rifaine ajoute à présent à ses revendications la libération des prisonniers.

Le pouvoir sait qu'il devra faire un geste. Il lui sera impossible de continuer à ignorer la situation du Rif et, plus largement, la pauvreté. Des avancées ont été faites, mais la confiance des Marocains est érodée par des années de corruption et de promesses non tenues. Le régime ne pourra satisfaire les revendications du Rif sans que d'autres régions ne réclament les mêmes mesures.

La désinformation

Au Maroc, les journalistes sont censurés, ils se voient obligés de publier des informations tronquées ou mensongères sur la situation. La presse étrangère est également tenue à l'écart. La désinformation s'invite aussi dans les mosquées, tant au Maroc qu'à l'étranger.

Nasser Zefzafi déclare : « Dans certaines mosquées d'Europe, on entend dire que nous faisons du bruit pour perturber la tranquillité de la région. Nous savons que certains imams en Europe travaillent pour les services de renseignement marocains. Ils récitent ce que le gouvernement marocain leur dicte. Ils ne sont pas démocratiquement élus par les musulmans européens. Ils ne connaissent même pas la société européenne. Nos compatriotes doivent oser s'opposer à ces pratiques. Chez nous, les protestations sociales sont pacifiques. » (2 op.cit)

Diffusés sur les réseaux sociaux, les appels à continuer de manifester se propagent, y compris dans les autres villes du royaume. La lutte pour une meilleure information est plus que jamais d'actualité au Maroc. Elle repose à présent sur les citoyens et la diaspora marocaine. Depuis plusieurs années, une conscience politique grandit dans tout le pays, en dépit des intimidations du pouvoir et de la désinformation. Il sera désormais de plus en plus difficile de faire comme si elle n'existait pas.

Source: [Investig'Action](#)

Notes:

(1) <http://www.monde-diplomatique.fr/2011/04/DALLE/20380>

(2) <http://www.mo.be/fr/interview/nasser-zafzafi-etat-marocain-nous-etouffe>

(3) <https://www.amnesty.org/fr/latest/news/2017/06/morocco-rif-protesters-punished-with-wave-of-mass-arrests/>

- See more at: <http://www.investigaction.net/fr/les-enjeux-de-la-contestation-du-rif/#sthash.6xY5VFtR.dpuf>

Al Hoceima et la région du Rif en situation de crise²

La situation reste très tendue au sein de la ville d'Al-Hoceima dans la région du Rif depuis la mort de Mouhcine Fikri, broyé en octobre 2016 par une benne à ordures. La police détient 20 manifestants qui soutenaient Nasser Zefazafi, le chef de la contestation toujours en cavale contre qui un mandat d'arrestation a été délivré.

La situation dans la ville nord-marocaine d'Al-Hoceima reste tendue après l'arrestation d'au moins 20 manifestants au cours du week-end par les forces de sécurité. Selon une déclaration du procureur général d'Al-Hoceima effectuée dans l'agence de presse officielle du PAM, les arrestations d'une vingtaine de personnes ont eu lieu vendredi et samedi pour "*menace sur la sécurité nationale*" dans le royaume nord-africain.

"L'enquête préliminaire a révélé que ces individus auraient reçu des transferts d'argent et un soutien logistique pour mener des activités de propagande dans le but de saper l'intégrité du Royaume et l'allégeance des citoyens à l'Etat marocain et à ses institutions", a déclaré le communiqué.

Des militants et des résidents locaux ont déclaré que des affrontements ont éclaté dans la ville après que les autorités ont cherché à arrêter un militant. Tout a commencé quand Nasser Zezafi, le leader de ce mouvement nommé Hirak a interrompu la prière du vendredi pendant le prêche de l'imam à la mosquée. Il y dénonçait *l'instrumentalisation de la religion de la part des voies officielles, à des fins politiques. Le religieux affirmait, dans son prêche, que le mouvement de contestation dans la ville s'apparentait à de la fitna, à savoir la division des musulmans* rapporte RFI.

Les manifestations politiques sont rares au Maroc, mais les tensions dans Al-Hoceima sont importantes depuis octobre après la mort d'un poissonnier qui a été écrasé à l'intérieur d'un camion à ordures tout en essayant de récupérer des poissons confisqués par la police.

Sa mort a déclenché une colère contre les abus officiels ou la corruption, et a suscité certaines des plus grandes manifestations depuis le printemps arabe en 2011.

Samedi, des responsables de la santé ont déclaré que trois policiers ont été grièvement blessés après les affrontements vendredi. Les militants disent que plusieurs manifestants ont également été hospitalisés.

2 <http://m.afrik.com/maroc-al-hoceima-et-la-region-du-rif-en-situation-de-crise>

EN IMAGES. Maroc : Brigitte et Emmanuel Macron reçus par Mohammed VI et son épouse³

Le couple Macron était convié au repas de rupture du jeûne du Ramadan offert par le roi en leur honneur.

Le président français Emmanuel Macron, accompagné de son épouse, a rendu visite mercredi à Rabat au roi Mohammed VI, une première visite chaleureuse où les deux dirigeants ont notamment évoqué leurs efforts pour résoudre la crise du Golfe.

Le falcon présidentiel a atterri à Rabat, où le roi et la princesse Lalla Salma ont accueilli Emmanuel et Brigitte Macron en grande pompe sur le tarmac, devant une haie d'honneur de la garde royale. Le président a ensuite été reçu plus d'une heure par le souverain marocain au Palais royal, en compagnie de son fils de 14 ans, Moulay Hassan, et de son frère Moulay Rachid.

Le soir, le couple Macron était convié au repas de rupture du jeûne du Ramadan offert par le roi en leur honneur dans sa résidence personnelle de Dar al Salam, avant de repartir jeudi matin pour Paris.

A LIRE AUSSI

[Emmanuel Macron en «visite privée» au Maroc](#)

«Je remercie le roi pour son accueil chaleureux, je suis très touché par sa marque d'amitié et le caractère très personnel de la relation qui s'est nouée entre nous», a le président français lors d'un point de presse au terme de cette visite mi-privée mi-officielle.

«J'ai réaffirmé la volonté de la France d'accompagner les réformes menées par le roi, comme la modernisation des institutions, le développement social et territorial, les programmes de lutte contre les inégalités et l'insertion du Maroc dans la mondialisation», a-t-il dit.

Au cours de leur entretien, les deux hommes ont aussi constaté leurs convergences de vues sur la crise au Qatar, chacun poursuivant ses efforts pour trouver une issue diplomatique et apaiser les tensions.

Le président français compte notamment rencontrer prochainement à Paris un haut dirigeant des Emirats arabes unis. Il a par ailleurs assuré que Mohammed VI était «préoccupé par la situation dans le Rif, région du nord du royaume en proie depuis des mois à un mouvement de contestation populaire.

Leparisien.fr avec AFP

³ <http://m.leparisien.fr/diaporamas/photos/en-images-maroc-brigitte-et-emmanuel-macron-recus-par-mohammed-vi-et-son-epouse-15-06-2017-7054560.php>

Brigitte Macron : rayonnante, sa tenue en voyage au Maroc étonne les électeurs

Emmanuel Macron expérimente en ce moment son premier voyage d'Etat officiel. Et sa femme Brigitte l'accompagne, tout naturellement. Ils se sont ainsi rendus à Rabat, au Maroc. Tous les yeux étaient rivés sur la tenue que la première dame a décidé de porter. Et encore une fois, ça n'a pas manqué : elle a surpris la foule en choisissant une tenue nettement différente de celles de ses prédécesseurs. Madame Macron a ainsi opté pour une magnifique robe blanche au dessus des genoux et sans manches. A la différence des précédentes premières dames, qui optaient toutes pour des pantalons ou des robes longues dans les mêmes circonstances, Brigitte Macron a osé la nouveauté. Plusieurs apparitions étant prévues, beaucoup attendent de voir si elle tentera également de revisiter le caftan, tenue traditionnelle portée lors des grandes occasions. On a hâte !

En savoir plus : http://www.ohmymag.com/brigitte-macron/brigitte-macron-rayonnante-sa-tenue-en-voyage-au-maroc-etonne-les-electeurs_art110568.html

Copyright © Ohmymag

Le roi du Maroc est «préoccupé» par la situation dans le Rif, selon Macron



15 juin 2017, 08:27

- Avec AFP

© Fadel SENNA Source: AFP

Emmanuel Macron au palais royal à Rabat

Le président français Emmanuel Macron a assuré que le roi du Maroc Mohammed VI était préoccupé par la situation dans le Rif, région du nord du royaume en proie depuis des mois à un

mouvement de contestation populaire.

«Nous avons évoqué [la situation dans le Rif] dès le début de la visite», a déclaré le 14 juin au cours d'une conférence de presse Emmanuel Macron, arrivé deux heures plus tôt à Rabat pour [une visite «d'amitié et de travail»](#), et une première rencontre avec le souverain. «Le roi du Maroc est préoccupé du sort de cette région qui lui est chère et où il a l'habitude de passer du temps», a commenté le chef de l'Etat français.

«Il ne m'appartient pas de juger d'un sujet de politique intérieure, mais le roi considère comme légitime qu'il y ait des manifestations, qui sont prévues dans le droit constitutionnel», a-t-il poursuivi. «Il souhaite apaiser la situation en répondant aux prémices de ces mouvements et en apportant une considération à cette région», a ajouté le président français.

[Lire aussi](#)

[Un demi-millier de Marocains manifestent leur «solidarité» avec le Rif à Imzouren \(VIDEO\)](#)

«Je n'ai pas eu lieu de craindre une volonté de répression», a-t-il ajouté, faisant état «plutôt d'une volonté de répondre dans la durée aux causes profondes [de la contestation]».

Au palais royal de Rabat, la conférence de presse se déroulait en la seule présence du président français, Mohammed VI ne s'exprimant jamais devant les journalistes.

Dans le nord du pays, la province d'Al-Hoceïma est secouée depuis octobre 2016 par un

mouvement de contestation populaire qui dit lutter pour le développement du Rif, une région frondeuse et géographiquement enclavée qui s'estime «marginalisée».

Pour répondre à ces revendications, l'Etat marocain a relancé ou accéléré un vaste programme de projets d'infrastructures. Parallèlement, la police a procédé depuis le 26 mai à plus d'une centaine d'arrestations, dont les principaux meneurs du mouvement. 86 personnes ont à ce jour été présentées à la justice, dont une trentaine ont été emprisonnées, et sont accusées notamment «d'atteinte à la sécurité intérieure».